

Le repositionnement du Maroc à travers la convergence réglementaire

**ELHARRANE LALLA MERIEME, Docteur en sciences économiques,
Université Hassan II, Casablanca**

Abstract

The Repositioning of Morocco through Regulatory Convergence

On the international stage, there is a triad of economic power – and even a quadrilateral economic power if one takes into account the most important emerging countries- North America, Asia-Pacific and the European Union. The developing countries have the tendency to hang on to one of these important economic blocs to find a path towards development.

For geographical and historical reasons, Morocco has become over time a “special partner” of the EU, a partnership concretized with a roadmap for the Advanced Status.

In order to make the Advanced Status successful, an eponymic funding convention was signed between Morocco and the EU in 2012.

The Moroccan Administration is following up the implementation of the convention to accompany carrying out the reforms included in the roadmap of the Advanced Status.

Upon a discussion of the theoretical framework of the convergence and a review of the related literature, this paper focuses on the role of the regulatory convergence serving as a springboard for the repositioning of Morocco with regard to the international trade in the region.

Keywords: regulatory, convergence-acquired Community-Morocco-European Union advanced-Europeanization-status.

Résumé

Sur la scène internationale, il existe une triade de puissances économiques, voire une quadrilatérale, si on compte les grands pays émergents, l'Amérique du nord, l'Asie pacifique et l'Union Européenne. Les pays en voie de développement ont tendance à s'accrocher à l'un ou l'autre de ces grands blocs économiques, pour se frayer un chemin vers le développement.

Pour des raisons géographiques et historiques, le Maroc, pour sa part, s'est retrouvé au fil du temps « Partenaire privilégié » de l'UE : un partenariat matérialisé par la feuille de route du statut avancé.

Pour réussir le statut avancé, une convention de financement éponyme a été signée entre le Maroc et l'UE depuis 2012.

L'administration marocaine veille au suivi et à la mise en œuvre de cette Convention, en vue d'accompagner les réformes inscrites dans la feuille de route du statut avancé et de son plan de mise en œuvre.

Tout en rappelant le cadre théorique de la convergence et la revue de la littérature y relative, cet article s'intéresse au rôle de la convergence réglementaire comme tremplin pour le repositionnement du Maroc dans l'environnement du commerce international régional.

Mots clés : convergence réglementaire-acquis communautaire-Maroc-Union Européenne-Statut avancé-européanisation.

ملخص

إعادة تموضع المغرب من خلال التوجه التنظيمي يهيمن على الساحة الدولية ثلاث مناطق اقتصادية كبرى و يمكن ان نضيف منطقة رابعة ان اخذنا بعين الاعتبار الدول الكبرى الصاعدة. هذه المناطق الاقتصادية الكبرى هي أمريكا الشمالية وآسيا المحيط الهادئ والاتحاد الأوروبي. اما البلدان النامية فأنها تحاول التقرب و التمسك بواحدة أو أخرى من هذه الكتل الاقتصادية الكبرى لتتبع طريقها نحو التنمية. لأسباب جغرافية وتاريخية، وجد المغرب نفسه مع مرور الوقت "شريكا مميزا" للاتحاد الأوروبي و هو ما جعله يحصل على وضع متقدم. و يضع خارطة طريق لتحقيق هذه الشراكة. لإنجاح هذا الوضع المتقدم، تم التوقيع على اتفاقية تمويل اسمي بين المغرب والاتحاد الأوروبي منذ عام 2012 و لكل للإدارة المغربية السهر على تتبع وتنفيذ هذه الاتفاقية بمرافقة الإصلاحات المنصوص عليها في خارطة الطريق. في هذا المقال نذكر بالإطار النظري لمفهوم التوجه ونعطي نظرة عن الكتابات المرتبطة به، ونركز على دور التوجه التنظيمي كوسيلة لإعادة تموضع المغرب في بيئة التجارة الإقليمية والدولية الكلمات المفاتيح: التوجه التنظيمي، المكتسب ألتحادي، المغرب و الاتحاد الأوروبي، الوضع المتقدم، الاوربانية

1/ Liminaire :

Les relations entre le Maroc et l'Union Européenne sont anciennes et denses. Elles s'intensifient d'année en année en passant initialement d'un simple accord commercial en 1969 à un partenariat privilégié depuis l'avènement du Statut avancé en 2008. Ce statut conféré au Maroc vise essentiellement son intégration dans l'espace communautaire grâce un rapprochement graduel et séquencé.

La convergence réglementaire constitue la pierre angulaire de la dynamique du rapprochement Maroc-UE. Le caractère complexe de la thématique de transposition de l'acquis communautaire confère à ce travail un intérêt particulier, dans la mesure où il va permettre d'approfondir la réflexion sur les objectifs intrinsèques du Statut Avancé. La subtilité de l'étude réside aussi, en grande partie, dans le caractère aléatoire et conjectural de la convergence réglementaire. En outre, la transposition séquencée et graduelle du Maroc de l'acquis de l'Union est à peine amorcée, elle nécessite une assistance technique et un appui financier de la part de l'UE.

Pour dynamiser le processus de convergence, des secteurs prioritaires ont été retenus en commun accord entre les deux parties. Il en est ainsi, des normes industrielles, des services financiers (assurances), des marchés publics, des normes sanitaires et phytosanitaires, du secteur des transports, de la pêche maritime, de l'agriculture, de l'emploi, de l'eau, de l'enseignement supérieur et de la protection

des consommateurs. L'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) demeure le principal moyen financier prévu par le Plan d'action pour la mise en œuvre du Statut avancé pour (2013-2017). L'instrument couvrant la période 2014-2017 est appelé « Cadre unique d'appui ».

Les retombées ambitieuses de cette convergence permettront, à terme, au Maroc d'adhérer au marché intérieur européen et d'accéder aux quatre libertés fondamentales à savoir : la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes.

2/ Cadre théorique de la convergence réglementaire :

La terminologie liée à la convergence réglementaire est très large et diffère selon des objectifs d'adhésion ou de partenariat. Nous proposons d'en expliciter les principaux vocables avant d'aborder l'approche théorique.

A/ Concepts et définitions :

Les principaux concepts liés à la convergence sont liés au degré d'arrimage aux normes communautaires.

Acceptions de la « convergence »:

Issue du vocabulaire des mathématiques et des sciences physiques, la notion de convergence dérive du mot latin «convergentia» qui signifie le fait de converger, c'est-à-dire de tendre vers un même point (la convergence de deux lignes) ou de tendre vers un même but ou un même résultat (la convergence des efforts)¹. C'est aussi le fait de présenter des analogies ou des points communs. De manière générale, elle désigne le développement de similarités dans le temps entre des unités données.

Le terme «convergence» recouvre également des acceptions différentes selon les domaines d'application². Il se définit par la théorie économique comme «une situation de référence qui correspondrait, dans une situation limite, à l'homogénéité parfaite des mécanismes de régulation qui sont à l'œuvre dans deux ou plusieurs Etats de l'Union»³. Appliquée à des politiques, la convergence peut être définie «comme toute augmentation de la similarité entre une ou davantage de caractéristiques d'une certaine politique [...] par-delà un ensemble donné de juridictions politiques [...] sur une période de temps donnée»⁴. L'idée de convergence renvoie donc à la nécessité d'une réduction des disparités des niveaux de développement des pays et des régions⁵.

¹ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988>

² Voir le Lexique de l'Aménagement du Territoire Européen <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme>

³ Christophe Tavéra, «La convergence des économies européennes », Economica, 1999

⁴ Knill Christoph, "Introduction: Cross-national Policy Convergence: Concepts, Approaches and Explanatory Factors", Journal of European Public Policy, p 768. (2005).

⁵ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988>

L'élargissement :

Il désigne de manière rétrospective l'adhésion de pays candidats à la Communauté économique européenne (CEE) puis à l'Union européenne (UE). Ce processus d'adhésion exige que le postulant harmonise sa réglementation avec celle de l'Union en adoptant l'intégralité de l'acquis communautaire⁶. En effet, c'est l'élargissement de 2004 qui a déterminé un contenu précis en matière de conditions et de règles de préparations des adhésions. Certes, plusieurs critères conditionnent la phase de préadhésion à savoir : l'existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit et de l'Etat de droit, le respect des droits de l'Homme et des droits des minorités⁷. De plus, ces critères exigent également l'adoption d'une économie de marché viable et capable de faire face à la pression concurrentielle des forces du marché de l'UE et sur la capacité de souscrire aux objectifs de l'union politique économique et monétaire. Ces conditions s'attachent essentiellement à évaluer la capacité des pays candidats à satisfaire les conditions complexes de l'intégration européenne⁸.

La Convergence de son côté se distingue de l'adhésion par le fait qu'elle n'exige pas un alignement total avec l'acquis de l'Union ni des délais précis. Le Maroc, pays non adhérent à l'UE, peut faire un choix « à la carte » des chapitres de l'acquis. Autrement dit, il dispose d'une large opportunité pour mettre en œuvre les changements réglementaires nécessaires qui auront, enfin de compte, des avantages importants à un coût raisonnable.

Le marché intérieur :

Selon l'article 26 du traité sur le fonctionnement de l'UE (ex- article 14 TCE), le marché intérieur «comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des traités». Depuis sa création en 1993, le marché unique s'est ouvert davantage à la concurrence, a créé des emplois et supprimé de nombreux obstacles au commerce. Adopté en deux temps, en 2011 et en 2012, l'Acte pour le marché unique comporte plusieurs propositions destinées à mieux exploiter les opportunités offertes par le marché unique en vue de stimuler l'emploi et de renforcer la confiance envers les entreprises⁹.

Les règles nationales ont donc été harmonisées par le biais du principe de non-discrimination en fonction de la nationalité, de la reconnaissance mutuelle des législations nationales, et de la transposition des directives communautaires dans le droit de chaque État membre. Pour accompagner ce processus, des règles en matière de concurrence ont été mises en place : contrôle des ententes et fusions entre entreprises principalement. Selon le traité de Lisbonne, l'établissement de

⁶ « L'acquis communautaire » : est un ensemble de textes de référence codifié en 31 chapitres reprenant les traités, les règlements et les directives adoptés depuis la création de la CEE. Cette notion sera détaillée dans la 3^{ème} section réservée aux concepts en liaison étroite avec la convergence réglementaire.

⁷ Les « critères de Copenhague » représentent une sorte de « code de bonne conduite » pour tout candidat à l'adhésion.

⁸ <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme.php?id=18>

⁹ http://eur-lex.europa.eu/summary/chapter/internal_market.html

règles de concurrence est une compétence exclusive de l'Union (art. 3 TFUE¹⁰). Le marché intérieur, quant à lui, est une compétence partagée entre l'UE et les États membres (art. 4 TFUE)¹¹

En outre, la question de la concurrence, selon le modèle européen, s'inspire des principes et des instances de régulation du traité de Lisbonne et des critères de Copenhague. Cette politique est destinée à maintenir une concurrence saine et loyale sur les marchés. Elle vise à encourager l'efficacité économique, l'allocation optimale des ressources, le progrès technique et le bien-être des consommateurs¹².

Le Maroc, avec un niveau de croissance et de productivité inférieur à ceux de l'UE, est-il vraiment capable de compenser ces écarts ? La convergence réglementaire nécessite donc un grand sacrifice de la part du Maroc pour faire face aux difficultés économiques qu'elle peut engendrer surtout au niveau de la compétitivité.

L'acquis communautaire :

Le concept d'acquis communautaire est essentiel pour comprendre le corpus juridique communautaire de l'UE et le processus d'élargissement. Dans le glossaire établi par les services de la Commission, intitulé « Institutions politiques et élargissement de l'UE », l'acquis communautaire correspond : « au socle commun de droits et obligations » qui lie l'ensemble des États membres au titre de l'UE ... les pays candidats doivent accepter cet acquis communautaire avant d'adhérer à l'Union européenne. Les exceptions et les dérogations à l'acquis sont exceptionnelles et de portée limitée. L'Union s'est donnée pour objectif de maintenir intégralement l'acquis communautaire et de le développer. En aucun cas elle ne peut revenir en arrière ».

Aspects de l'Acquis Communautaire :

Le passage en revue de certains aspects de l'acquis communautaire est nécessaire pour comprendre la logique de l'acquis communautaire :

- L'acquis communautaire est composé de 35 chapitres constituant l'armature du marché intérieur, mais aussi de l'Union économique et monétaire, voire de l'Union politique ;
- Il inclut des domaines aussi bien économiques que financiers, commerciaux, sociaux et politiques ;
- L'acquis communautaire est un édifice indivisible car tous les chapitres constituant ce dernier sont interdépendants ;
- La législation communautaire est basée sur la jurisprudence, mais aussi sur les politiques communautaires et les meilleures pratiques et programmes ;
- Il nécessite une grande capacité institutionnelle, administrative et financière pour sa transposition ;
- L'harmonisation est rarement totale, elle demande une articulation des normes

¹⁰ Traité sur le fonctionnement de l'UE

¹¹ <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/politiques-communautaires/qu-est-ce-que-marche-interieur.html>

¹² <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0052-la-politique-de-la-concurrence-dans-l-union-europeenne>

nationales et normes internationales. Le cas échéant, on a recours au principe de l'autonomie procédurale des Etats Membres¹³ ;

-L'intégration est variable selon le secteur parce que l'acquis ne couvre pas la totalité de la vie économique et sociale.

In fine, d'après les principaux traits de l'acquis, le Maroc pourra prendre les meilleures pratiques comme référence et progresser en étapes vers ces objectifs, plutôt que de s'imposer des efforts non soutenables.

B/Approche théorique :

Le cadre théorique la convergence réglementaire est axé sur les différents courants théoriques en rapport avec la question des apports de la convergence pour les pays en voie de développement.

Théorie de la convergence :

De nos jours, cette théorie est devenue pertinente, car on constate un certain regain d'intérêt à ces deux principales variantes qui sont la sigma-convergence et la bêta-convergence. Pour la première hypothèse, elle signifie le rattrapage des pays riches par les pays pauvres, ainsi les principales illustrations de ce cas de figure sont les évolutions constatées dans certains pays asiatiques (Taiwan, Hong Kong, la Corée du Sud ou Singapour) et l'éclatante montée des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Pour ce qui est de la seconde, elle signifie que les pays convergent vers leur taux de croissance de long terme, ou vers l'état stationnaire. Donc elle ne concerne plus que les pays développés de l'Europe occidentale, mais aussi les développements constatés chez certains Etats comme les Etats Unies d'Amérique (USA) et le Japon par exemple.

En effet, plusieurs travaux récents dans différentes disciplines de recherche comme l'économie, le droit économique, la sociologie et la science politique, font le constat d'une convergence des institutions, des règles et des politiques qui encadrent et orientent les activités de régulation sociale dans différents secteurs à l'échelle mondiale ou continentale¹⁴. La particularité de ces travaux réside dans la diversité du vocabulaire qu'ils utilisent pour désigner la convergence des règles ou des normes : greffe, transplantation, transposition, circulation, diffusion, généralisation, harmonisation, lesson-drawing, apprentissage ... Ce vocable renvoie d'une façon plus générale au phénomène du transfert de politiques publiques.

Ce transfert a été défini par Dolowitz et Marsh comme étant un *«processus par*

¹³ Ce principe du droit communautaire veut qu'en l'absence de règles d'harmonisation, il appartient à l'ordre juridique interne de chaque Etat membre de déterminer les modalités procédurales des recours destinés à sauvegarder les droits résultant pour les particuliers ou les entreprises de l'effet direct du droit communautaire.

¹⁴ Voir les états de l'art établis par Colin J. Bennett, « What is Policy Convergence and What Causes it? », British Journal of Political Science, vol.21, n°2, 1991, p. 215-233; Thierry Delpeuch, « La coopération internationale au prisme du courant de recherche 'droit et développement' », Droit et Société, n°62, 2006, p.119-175

lequel des informations et des savoirs concernant les politiques publiques propres à un système politique, passé ou présent, sont empruntées et utilisées dans le cadre du développement de politiques publiques dans un autre système politique»¹⁵.

De cette définition, on peut déduire l'importance du modèle de référence, des acteurs engagés dans l'exportation et/ou dans l'importation de ce modèle. La variété des canaux, mécanismes et stratégies de transfert, de processus complexes de réception aboutissent à l'appropriation du modèle sous une forme altérée, avec, le plus souvent, des conséquences imprévues¹⁶.

Approches néo-institutionnalistes :

Le nouvel institutionnalisme sociologique met l'accent sur le rôle des facteurs macrosociologiques, formes institutionnelles et organisationnelles légitimes, rôles sociaux établis, représentations dominantes, croyances partagées, stéréotypes culturels dans l'explication des phénomènes de convergence, de diffusion et de transfert¹⁷. Il néglige les explications microsociologiques qui sont dominantes dans les études de diffusion précédentes ou dans celles portant sur la notion d'apprentissage ou de lesson-drawing. Toutefois, ces approches ne peuvent pas nous dire quels seraient les effets d'une telle convergence sur la compétitivité globale de notre économie¹⁸.

C/Etudes portant sur les phénomènes de convergence et d'eupéanisation :

La problématique des transferts de politiques publiques a été largement alimentée par les analyses sur l'intégration européenne développées au début des années 2000. Les travaux en termes d'eupéanisation s'interrogent sur le changement politique, institutionnel et cognitif des systèmes nationaux, induits par les processus de l'intégration européenne¹⁹. Les études sur l'eupéanisation s'intéressent à la manière dont les normes européennes sont incorporées par les adoptants nationaux, en fonction notamment de diverses caractéristiques structurelles.

Ces études essayent de comprendre pourquoi et comment les différentes sociétés évoluent vers des structures et des processus sociaux similaires. Ainsi les mécanismes susceptibles d'entraîner une certaine homogénéisation des politiques publiques sont les processus verticaux d'imposition (top-down) d'une part. Et

¹⁵ Cité par DELPEUCH, Thierry. L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art. In : Questions de recherche, n°27, décembre 2008, Centre d'études et de recherches internationales, Sciences Po, Paris.

¹⁶ Idem.

¹⁷ DELPEUCH, Thierry. L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art.

¹⁸ «La reprise progressive et séquencée de l'acquis communautaire dans le cadre du statut avancé Maroc-Union européenne», Rapport qui s'inscrit dans le cadre du programme d'études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé » IRES, septembre 2012.

¹⁹ Laurence Dumoulin, Sabine Saurugger « Les Policy Transfer Studies : Analyse critique et perspectives » In Critique internationale, 48, 2010, p.9-24.
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CRII_048_0009

d'autre part, via les processus horizontaux d'imitation, et de convergence culturelle entre les pays membres. De son côté Colin BENETT identifie quatre processus pouvant entraîner la convergence l'émulation, la construction de réseaux d'élites, l'harmonisation et l'exposition à un pouvoir d'influence étranger.

Claudio RADAELLI donne à « l'eupéanisation » un sens polysémique en la définissant comme : *«un processus de production, diffusion et institutionnalisation de règles formelles et informelles, procédures, paradigmes, styles, recettes d'action, ainsi que de normes et croyances, qui sont, dans un premier temps, définies et consolidées au cours de la fabrication des politiques européennes, puis qui sont ensuite incorporées dans la logique des discours, identités, structures politiques et politiques publiques au niveau domestique»*²⁰. Cependant, la définition que donne Johan P. Olsen²¹ à « l'eupéanisation » comme étant une *«exportation de formes d'organisation et de gouvernance politiques spécifiquement européennes vers l'extérieur du territoire européen»* correspond à l'idée de processus de convergence de la réglementation du Maroc vers l'acquis de l'UE. La convergence Maroc-UE peut être considérée à plus d'un titre comme une eupéanisation voulue, volontariste et recherchée par le Maroc.

Toutefois, les recherches sur l'eupéanisation restent largement attachées aux processus de prises des décisions au niveau européen et aussi au fait qu'elles lient les transformations observées au niveau national aux interactions des processus communautaires. Elles ne permettent pas de hiérarchiser les facteurs nationaux, transnationaux ou internationaux responsables d'un changement au niveau national²².

Approche structurale :

Les auteurs de cette approche cherchent plus précisément à comprendre le déroulement et les effets des initiatives déployées par divers exportateurs américains (fondations, cabinets de conseil juridiques, ONG de défense des droits de l'homme...) en vue de transplanter le modèle de «rule of law» et les politiques du «consensus de Washington» dans des pays d'Amérique latine où le champ du pouvoir d'Etat est fortement imprégné de traditions européennes. Pour Dezalay et Garth, cette coopération internationale dans le domaine des savoirs de gouvernement constitue le vecteur principal de politiques étrangères d'influence ou d'hégémonie ayant pour finalité la diffusion la plus large possible de modèles nationaux d'exercice du pouvoir²³. Le degré d'homologie structurale entre exportateurs (acteurs américains) et importateurs (latino-américains) est décisif pour la réussite de la transplantation.

Dans cette perspective, le choix des responsables chargés de la reprise de l'acquis communautaire devrait satisfaire cette exigence d'homologie structurale entre les

²⁰ DELPEUCH, Thierry. L'analyse des transferts internationaux de politiques publiques : un état de l'art.

²¹ Olsen, Johan P. The Many Faces of Europeanization, In Journal of Common Market Studies, vol. 40, n°5, 2002.

²² Ce problème est plus généralement connu sous la notion de Galton's problem dans les études comparatives.

²³ Idem Cf. DELPEUCH, op. cit.

responsables marocains et leurs homologues européens.

D/ Formes de la convergence réglementaire :

La convergence réglementaire est une notion multidimensionnelle, ainsi on peut distinguer quelques principales formes de convergence réglementaire à savoir :

- L'harmonisation des normes :

C'est une opération d'unification « des ensembles législatifs différents par l'élaboration d'un droit nouveau empruntant aux uns et aux autres »²⁴. Les deux parties adopteraient des normes communes, dans le cadre d'un accord international. Le droit interne des deux parties ne pourrait que mettre en œuvre (voire compléter) les normes mutuellement convenues. L'harmonisation des normes est la forme la plus poussée de convergence réglementaire. Elle suppose donc un alignement très poussé des préférences collectives exprimées²⁵.

En outre, l'harmonisation des normes conserve une certaine souplesse permettant de prendre en compte les particularités de chaque Etat membre. Ainsi, l'élimination des entraves techniques aux échanges de produits industriels se base normalement sur l'article 115 du traité sur le fonctionnement de l'UE (ex-article 94 TCE) prévoyant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives qui ont une incidence sur le fonctionnement du marché commun. Sur cette base juridique, la Commission a, pendant de longues années, tenté d'aligner les réglementations nationales sur des normes communautaires convenues dans des directives du Conseil.

-La reconnaissance mutuelle des normes :

Chaque partie s'engagerait à reconnaître comme équivalente à ses normes propres les normes de l'autre partie. Le principe de reconnaissance mutuelle est une des règles de fonctionnement majeure du marché intérieur européen dans le domaine de la circulation des biens et de services. Elle témoigne là aussi d'une convergence forte des préférences collectives des parties concernées²⁶.

3/Les fondements de la politique d'ouverture commerciale du Maroc :

La libéralisation de son économie a toujours constitué un choix stratégique pour le Maroc²⁷. Dès le recouvrement de son indépendance, le Royaume a choisi un modèle économique libérale, tout en faisant jouer à l'Etat un rôle dans la croissance économique²⁸. Ainsi, la mise en œuvre de Plans de développement

²⁴ G.CORNU, vocabulaire juridique, 8ème édition, op cité, spéc p712.

²⁵ « Partenariat transatlantique et convergence réglementaire : Décryptage des enjeux », Problématique du Séminaire du groupe Indu Services, Paris 05 Décembre 2014. <http://www.confrontations.org/fr/agenda/groupe-de-travail/2288-seminaire-europeen-partenariat-transatlantique-et-convergence-reglementaire-decryptage-des-enjeux>

²⁶ Idem

²⁷ Hicham Bouhaja « L'accord de libre-échange Maroc-UE : Quels enjeux pour l'économie marocaine ? », Chapitre 2 « La stratégie d'insertion de l'économie marocaine dans l'économie mondiale », P26, Année Universitaire : 2012-2013,.

²⁸ Jamal Bouoiyour, « L'ouverture améliore-t-elle les performances économiques des pays d'Afrique du Nord ? L'exemple du Maroc », *L'Année du Maghreb* [En ligne],

économique et social dans les années 60 et 70 étaient très utiles pour l'insertion de l'économie et de la société marocaine dans la voie du développement et accompagner les différentes mutations sociales du pays. Le début des années 80 a été marqué par la crise de l'endettement et par de grands déséquilibres macro-économiques. Pour y faire face, le Maroc s'est engagé en 1983 dans la mise en œuvre du programme de stabilisation et d'ajustement structurel (PAS), sous les auspices du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale, dans l'objectif de redresser ses déséquilibres économiques et garantir une croissance forte et soutenue. Les réformes de ce programme visaient d'une part à réduire l'intervention de l'Etat par la privatisation d'entreprises publiques et d'autre part, à libéraliser les échanges avec l'extérieur sans pour autant réussir à atteindre les résultats escomptés en matière de croissance économique.

Les efforts déployés par le Maroc dans la voie de l'ouverture de son économie ont été couronnés par son la signature de l'accord du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en mai 1987, puis l'adhésion à l'OMC en avril 1994.

4/Image du Maroc à l'international et « positionnement contemporain » :

Le terme positionnement est emprunté du marketing et signifie la perception qu'ont les consommateurs d'un produit donné en comparaison avec les produits des concurrents. Le positionnement du Maroc par rapport aux pays concurrents, notamment de l'Afrique pourrait-il être amélioré grâce au processus de convergence réglementaire ? Il serait alors question de repositionner le Maroc par rapport au sud de la méditerranée et l'Afrique. L'image du Maroc à l'international est à évaluer selon des classements dans les rapports internationaux sur l'Environnement des Affaires.

Rapports	Classements	Observations
Doing business	75/189	Le Maroc a gagné 5 places par rapport à l'année précédente grâce aux progrès réalisés en matière de transferts de propriétés et de création d'entreprise. Mais il a perdu 4 points concernant l'obtention de prêts.
Forum Economique Mondial	72/140	Le Maroc a gardé le même classement grâce aux efforts considérables en matière d'infrastructure. Toutefois les classements en matière d'éducation et d'enseignement supérieur sont mauvais.
Corruption	88/168	Le Maroc a perdu 8 places.
Budget Ouvert	74/102	Le Maroc n'édite toujours pas la totalité des 8 rapports sur le budget souhaités.

Source : tableau élaboré par l'auteur sur la base des rapports du WEF, de la

Banque Mondiale, de Transparency Maroc et Transparency International édités en 2016

On en déduit que le Maroc a réalisé quelques progrès en 2015 par rapport à l'année 2014. Au niveau du Maghreb, il se distingue du fait qu'il a été classé 1^{er} et 5^{ème} au niveau africain par le Forum économique mondial et ce, concernant la compétitivité économique.

5/La stratégie d'ouverture commerciale du Maroc :

A la faveur de son ancrage dans la mondialisation et de l'ouverture de son économie, le Maroc s'est engagé dans un réseau étoffé d'accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux. Ces derniers ont donné à sa politique commerciale une assise diversifiée de partenaires. Il s'agit d'une donnée fondamentale, une tendance lourde qui structure la politique commerciale extérieure du Royaume. C'est une politique qui cherche, notamment depuis 1999, à multiplier les offres exportables²⁹, diversifier les partenaires commerciaux³⁰, développer les opportunités d'investissement et, partant, augmenter les opportunités d'emploi³¹. Ainsi, une série d'accords de libre-échange ont été signés avec l'Union européenne³², l'AELE³³ (Association européenne de libre-échange), certains pays arabes³⁴, la Turquie³⁵ et les Etats-Unis³⁶. Le Maroc a participé également en juillet 2008 à la création de l'Union pour la Méditerranée (UPM), de plus il a été invité en mai 2011 au Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

Le Maroc a développé aussi des relations commerciales avec des regroupements régionaux. En Afrique, il a signé un accord commercial et d'investissement avec l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Quatre rounds de négociations sur l'accord de libre-échange complet et approfondi

²⁹ Le Maroc n'exporte qu'une cinquantaine de produits, alors la Tunisie en exporte une centaine et la Turquie plus de 300, d'après Maroc Export en 2015.

³⁰ Le Maroc a signé des accords commerciaux avec 58 pays, d'après le Département du Commerce Extérieur (données de 2015).

³¹ Idem

³² L'accord de libre-échange conclu en 1996 avec l'UE est entré en vigueur depuis le 1^{er} mars 2000 avec pour objectif la création d'une zone de libre-échange industrielle (ZLE) à l'horizon 2012. Celle-ci concerne exclusivement les produits manufacturés. S'agissant des produits agricoles et de la pêche, la libéralisation de leurs échanges commerciaux, qui a fait l'objet de négociations distinctes, est entrée en vigueur en octobre 2012.

³³ En 1997, le Maroc a conclu un Accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange qui comprend la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein.

³⁴ En 2001 la Déclaration d'Agadir a été concrétisée en 2004 par un accord prévoyant l'établissement d'une Zone de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie.

³⁵ En 2004, un accord de libre-échange a été conclu avec la Turquie.

³⁶ Les négociations ont été lancées avec les Etats-Unis en 2002 pour aboutir à la conclusion d'un Accord de libre-échange en 2004.

(ALECA) se sont tenus en 2013 et 2014 avec l'UE³⁷. De plus, le Maroc joue un rôle très actif en faveur du renforcement des relations euro-méditerranéennes (par son engagement en faveur de «l'UPM», le «Forum méditerranéen» et le «Dialogue 5+5»). Le pays a également mené trois cycles de négociations (octobre 2011, mars 2012 et juin 2012) pour un accord de libre-échange avec le Canada. Il est aussi engagé dans des discussions avec le Chili pour un futur accord de libre-échange. En dépit de la multiplication des Accords commerciaux préférentiels conclus, la balance commerciale du Maroc est déficitaire³⁸. La Politique Européenne de Voisinage (PEV) est le cadre idéal dans lequel peuvent se développer les relations Maroc-UE.

6/La différenciation :

Si la PEV repose sur des principes communs à tous les partenaires, la différenciation entre les voisins et les partenaires est considérée comme le principe fondamental de cette politique. L'importance de la différenciation apparaît clairement que ce soit dans la première communication de la Commission sur la PEV de mars 2003 «l'Europe élargie- voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud»³⁹ ou dans le document d'orientation de la PEV publié par la Commission en 2004⁴⁰. La communication du parlement européen de novembre 2015 adressée à la commission européenne au sujet du voisinage met aussi l'accent sur cette idée de différenciation. L'UE entretient des relations différenciées avec chacun de ses voisins, selon sa situation, ses besoins et son implication dans les réformes. Ces relations sont encadrées par des accords négociés entre l'UE et ses Etats membres d'une part, et le pays partenaire d'autre part. Ainsi à chaque engagement pris par ce dernier correspond une aide et une assistance de la part de l'UE, selon le principe dit «donner plus pour recevoir plus»⁴¹.

En fin de compte, même si elle est un signe de réussite dans la mesure où elle traduit l'adaptation à la situation de chaque partenaire, la différenciation est aussi porteuse de risques d'éclatement pour la PEV qui, au fur et à mesure de sa mise en œuvre, risque de ressembler de plus en plus à une mosaïque d'accords et d'instruments, reflétant un voisinage à plusieurs vitesses. Tout ceci posera

³⁷ Les négociations ont débutées en avril 2013 et en sont au 4^{ème} round (avril et juin 2013, janvier et avril 2014).

³⁸ Le déficit a été de 186 Milliards de dhs, d'après le rapport le Rapport Economique et Financier du Ministère de l'Economie et des Finances, année 2015.

<http://www.bilaterals.org/spip.php?article22592&lang=en#sthash.hsndhHQ1.dpuf>

³⁹ COM(2003) 104 final, Bruxelles, le 11.3.200, http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com03_104_fr.pdf.

⁴⁰ Communication de la Commission « Politique Européenne de Voisinage – Document d'orientation », COM/2004/0373 final, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52004DC0373:FR:HTML>.

⁴¹ <http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/politique-de-voisinage.html>

inévitablement, à terme, un problème d'arbitrage entre différenciation et cohérence de cette PEV⁴².

7/Intérêts de la convergence réglementaire :

Pour le Maroc, les intérêts de la convergence réglementaire se manifestent à des niveaux multiples géopolitique et économique.

Sur le plan géopolitique, si l'on est amené à catégoriser les pays de la rive sud de la méditerranée, certainement le Maroc y occupera une place singulière sur le plan géopolitique. D'abord, par l'octroi du statut avancé le Maroc jouit du qualificatif de partenaire de référence à l'échelle euro-méditerranéenne. De plus, il se positionne comme étant le meilleur partenaire dans le cadre de la PEV et ses évolutions différenciées.

Au-delà de cet objectif symbolique, le processus de rapprochement offre au Maroc l'opportunité d'approuver auprès de l'UE sa conception de développement dans le continent africain, et de réaffirmer son rôle stratégique d'avant-garde de l'UE sur les questions liées à la sécurité régionale (immigration, terrorisme, réchauffement climatique, pêche, trafic de drogue). Le Maroc est aussi un membre actif de l'Union pour la Méditerranée et du Dialogue 5+5. Ces relations stratégiques avec certaines puissances telles que les Etats-Unis d'Amérique, seront de nature à conforter ses acquis mis en place.

Enfin, ce rapprochement permettra au Maroc de se concerter avec l'UE comme partenaire stratégique et d'établir des canaux⁴³ pour assurer que l'UE ait la meilleure perception possible des intérêts stratégiques nationaux, y compris les questions du Sahara marocain et de la situation de la communauté marocaine établie en Europe⁴⁴.

Sur le plan économique, le Maroc a contracté plusieurs accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux qui donnent à sa politique commerciale une assise diversifiée. Le partenariat avec l'UE est donc de nature à consolider les choix initiaux du Maroc et à favoriser l'intégration du pays dans « l'économie monde ». L'UE est le premier partenaire commercial du Maroc et le premier investisseur étranger. Par son approche, le Maroc vise à assurer un appui conséquent aux réformes pour lesquelles il s'est engagé à travers le recours à l'expertise réglementaire de l'UE. Il permettra aussi de lier le Maroc aux réseaux transeuropéens (RTE) dans les domaines du transport, de la recherche et de l'énergie. Cette dynamique renforcera la position du Maroc auprès des opérateurs économiques internationaux et des agences de notation sur son engagement vers les standards de bonne gouvernance économique.

Ainsi, par la reprise de l'acquis communautaire dans les domaines prioritaires, le

⁴² Larabi Jaidi , «Le statut avancé un levier des réformes ? », La vie économique, Novembre 2011.

<http://economia.ma/fr/numero13/wp/le-statut-avance-un-levier-des-reformes?page=6>

⁴³ Grâce à des concertations régulières, des mécanismes de concertation ministériel, participation à certaines réunions ou groupes de travail, et participation aux programmes et agences communautaires de l'UE.

⁴⁴ Laribi Jaidi et Ivan Martin , «Comment faire avancer le statut avancé ? », Barcelone, IEMED GERM, 2010t.

Maroc améliorera la compétitivité globale et le caractère concurrentiel de son économie.

Pour l'Union Européenne, les intérêts qui mobilisent la convergence réglementaire avec le Maroc sont nombreux. Mais ils peuvent être répertoriés en deux catégories. D'une part l'UE veut étaler son hégémonie normative sur son voisinage proche. D'autre part, l'UE cherche à ériger le Maroc en pays-pilote (locomotive), en mesure d'entraîner dans son sillage d'autres pays méditerranéens.

L'UE est-elle une puissance normative ?

Le voisinage constitue un test ultime pour la politique étrangère européenne, si l'Europe n'est pas capable d'influencer le devenir de son environnement géographique proche, elle ne peut pas prétendre être une puissance régionale. Sa capacité attractive passe illico presto par l'amélioration d'un voisinage, qui est loin d'être homogène⁴⁵, en termes économiques, politiques et sociaux.

En outre, le fait d'avoir réussi à fonder un grand marché unique aux normes unifiées représente un atout indéniable pour l'UE. Elle parvient, par ce biais, à séduire des partenaires commerciaux et à exporter ses normes juridiques. En effet cette «puissance normative»⁴⁶, malgré la crise économique, reste encore aujourd'hui un acteur très actif capable d'exercer une influence douce «puissance douce»⁴⁷ sur le reste du monde dans plusieurs domaines⁴⁸. D'ailleurs, le partenariat avec le Maroc est une occasion européenne d'exporter son modèle normatif et politique dans son voisinage sud.

8/Le processus de la convergence réglementaire Maroc-UE :

Le Maroc n'est pas dans une logique d'adhésion et par conséquent, la politique du «Tout ou rien» ne peut pas s'appliquer au Royaume⁴⁹. Le Maroc, dispose d'une certaine marge de manœuvre pour prioriser ses actions et cibler les secteurs importants qui bénéficieront rapidement du rapprochement réglementaire. Ci-après, nous nous intéressons au processus de convergence réglementaire, en mettant l'accent sur la stratégie poursuivie par le Maroc et les mécanismes utilisés pour réussir cette opération.

A/Approche marocaine pour la convergence réglementaire :

Contexte de mise en œuvre :

Le Maroc, dispose d'une certaine marge de manœuvre pour prioriser ses actions et cibler les secteurs importants qui bénéficieront rapidement du rapprochement

⁴⁵ La diversité existe également dans une grande mesure au sein des régions Est (ancien espace soviétique) et Sud (espace méditerranéen).

⁴⁶ Concept qui a été théorisé par le politologue Zaki Laïdi dans « La norme sans la force » en 2005.

⁴⁷ Depuis la fin de la guerre froide, le concept de *soft power*, mis en avant par l'Américain Joseph Nye, a beaucoup été utilisé pour caractériser la puissance de l'Union européenne.

⁴⁸ Elle est la première donatrice d'aide publique au développement

⁴⁹ Comme l'a mentionné Monsieur l'ambassadeur Rupert Joy référence

réglementaire. Plusieurs indicateurs ont favorisés la possibilité du rapprochement réglementaire Maroc-UE. Quelle est la stratégie de rapprochement⁵⁰ ? Quelle est la méthodologie du processus de convergence ?

La transposition de l'acquis communautaire est un grand chantier qui nécessite une méthodologie définissant la phase d'identification/formulation du programme.

Le but de cette phase est de dégager des idées de projet conformes aux priorités des deux parties, d'évaluer la pertinence et la faisabilité éventuelles de ces idées de projet, de préparer une fiche d'identification pour les projets individuels et les études nécessaires pendant l'étape de formulation des projets individuels. Elle a été prévue par la Délégation de l'UE au Maroc, dès juillet 2010.

La phase de programmation a été effectuée sur la base d'une analyse des problèmes des potentialités et des priorités nationales du Maroc et du bailleur (UE) pour parvenir à la définition du cadre politique général des interventions entre le Maroc et l'UE (concentration sectorielle et thématique).

L'analyse de l'écart est l'étape subséquente à la programmation. Le screening ou l'examen analytique⁵¹ de l'acquis précède les négociations du rapprochement Maroc-UE. Il est effectué, conjointement par la Commission et le pays candidat à converger dans les domaines prioritaires, une présentation de l'acquis suivi par une présentation de la législation du partenaire pendant environ un à deux mois. Cela permettra au Maroc de se familiariser avec l'acquis, d'évaluer leur degré d'alignement sur la législation de l'UE et de définir les futures adaptations nécessaires. L'examen analytique vise également à déterminer les domaines de l'acquis dans lesquels le Maroc doit encore progresser pour rendre sa législation compatible avec les règles de l'UE. Ces domaines sont divisés en chapitres.

Pendant la deuxième étape du screening, le Maroc devra présenter la situation intérieure dans les domaines mentionnés, et par la suite, d'après les résultats obtenus, la Commission européenne proposera l'ouverture de négociations sur un chapitre particulier ou bien déterminera la liste des tâches que le Maroc doit encore effectuer.

Par ailleurs le screening explicatif, c'est-à-dire le processus d'évaluation de la situation qui déterminera la conformité des systèmes juridiques et économiques du Maroc aux normes européennes. Il s'agit d'un long processus technique qui marquera le début d'une nouvelle étape sur la voie de la convergence vers l'Union européenne, et qui signifie pratiquement l'établissement d'une base pour le démarrage des négociations d'un ALECA.

Les étapes à franchir dans chaque secteur se présentent comme suit :

-la présentation par l'UE de l'acquis communautaire dans le secteur concerné,

⁵⁰ Jérôme Cassiers, conseiller de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc, Institut Royal des Etudes Stratégiques, le 22 juin 2010. www.ires.ma/sites/default/files/rencontresetdebats/pdf_txt-cassiers.pdf

⁵¹ Examen analytique de l'acquis («screening») http://ec.europa.eu/enlargement/policy/glossary/terms/screening_fr.htm

- la présentation par le Maroc du cadre réglementaire dans le secteur concerné,
- la mesure de l'écart existant entre le cadre réglementaire du Maroc et l'acquis communautaire dans le secteur concerné,
- la définition par le Maroc du degré de rapprochement souhaité dans le secteur concerné,
- la définition par le Maroc du degré et de la cadence de la reprise de l'acquis communautaire dans le secteur concerné,
- la définition des «clauses de sauvegarde» concernant certains aspects spécifiques, leur nature transitoire ou permanente et établir la «progressivité pour certain secteurs sensibles».

Les deux parties ont décidé au cours de l'année de 2009 de transposer d'abord trois secteurs prioritaires : les services financiers, les marchés publics et les normes de qualité et de sécurité industrielle. Puis, les autres secteurs joindront cette démarche ultérieurement. En 2014, dans le cadre du programme « Réussir le statut avancé » il a été convenu d'élaborer une feuille de route 2016-2018 et un Plan National de Convergence Réglementaire avant fin 2017.

La définition des priorités est effectuée selon les secteurs par une reprise partielle et évolutive :

SECTEUR	PERSPECTIVE	DEFIS
«Agreements on Conformity Assessment of Industrial Products» (ACAA)	Double protection du consommateur et de l'exportation. L'objectif est souvent la recherche d'un alignement.	Législation horizontale, complexité des secteurs et du système de législation.
Normes sanitaires et phytosanitaires.	Double de protection du consommateur et d'exportation. L'objectif sera souvent l'alignement (pas de compromis sur la protection du consommateur).	Législation horizontale, complexité des secteurs et du système de législation.
Douanes	Pas de reprise d'acquis de fonctionnement du système interne de l'UE. La convergence se concentre sur système harmonisé pour la description des biens et la nomenclature combinée (alignement) et le rapprochement des bonnes pratiques (largement en ligne avec OMD).	
Services fonciers	Il en existe une gamme large et complexe, définition des domaines les plus pertinents	

	pour le partenaire.	
Agriculture	Acquis essentiellement lié à la PAC, Indications géographique (IG) normes les plus pertinentes.	Concernant les IG, le Maroc est au diapason des normes internationales.
Transports	Ils sont largement couverts par les accords internationaux mais l'UE développe des normes pour son fonctionnement interne. Sont concernées, l'aviation (Open skies), le transport maritime, la sécurité des liaisons, mais aussi éventuellement les rails voire la route.	
Société d'information Energie	La convergence est une nécessité dans le cadre de l'interconnexion.	
Politique sociale	Elle est modulée en fonction du développement. Sont concernées, la politique de santé, l'éducation, l'échange des meilleures pratiques.	
Environnement	L'acquis est large mais potentiellement lourd et coûteux.	
Adaptation graduelle	On cherche un modèle avancé de législation.	

Source : élaboré par l'auteur.

B/Le pilotage :

C'est un élément nécessaire à la bonne gestion du projet. Il permettra :

- l'accès à l'arbitrage politique ;
- la capacité de contrôle de cohérence, de qualité et un lien avec le travail gouvernemental et législatif ;
- la coordination des priorités, des méthodes et des ressources avec un suivi de mise en œuvre;
- la diffusion de l'expertise de l'UE dans le système étatique et au-delà.

Au Maroc, le comité de pilotage est constitué depuis 2015 du Chef de gouvernement, du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, du Secrétaire Général du Gouvernement et du Ministre de l'Economie et des Finances.

9/Les instruments mis à la disposition du Maroc :

A l'heure actuelle le Maroc bénéficie de plusieurs instruments⁵² de financement et d'assistance technique mis à sa disposition pour mener à bien le processus de la convergence réglementaire, dans le cadre de la Convention « Réussir le Statut Avancé ». Ces derniers sont :

- l'appui budgétaire,
- les jumelages institutionnels,
- l'assistance technique,
- l'instrument TAIEX,
- l'instrument « TAIEX Assessment »,
- l'instrument SIGMA.

A/Les jumelages institutionnels :

Le jumelage est un instrument élaboré en 1998 en faveur des pays candidats à l'adhésion à l'UE, dans le cadre de la préparation de l'élargissement de l'UE. Cet instrument de coopération administrative vise à renforcer les capacités des institutions publiques des pays candidats à l'adhésion. En 2004, le jumelage a été mis à la disposition des pays MEDA pour se rapprocher de l'Acquis de l'Union et pour appuyer la mise en œuvre des Accords d'Associations. Il existe plusieurs critères de jumelage :

- Le Bénéficiaire participe à la définition du projet et au choix de l'Etat Membre qui réalise le projet (suite à un appel à propositions) ;
- Les résultats du projet doivent être opérationnels par rapport aux objectifs fixés ;
- Les signataires du contrat de jumelage s'engagent sur des résultats concrets. A l'issue du projet, le bénéficiaire doit disposer d'un système qui fonctionne sous sa seule responsabilité et avec ses propres moyens ;
- Le jumelage n'est pas une assistance technique à sens unique. C'est un projet commun qui encadre un processus dans lequel chaque partenaire assume ses responsabilités ;
- Les partenaires du projet de jumelage préparent, avant le lancement du projet, un plan de travail détaillé pour la mise en œuvre du jumelage qui prévoit des outils de supervision de la progression vers le résultat final. La durée moyenne d'un projet est de 24 mois, avec un budget moyen du projet de 800000 à 1 000 000 Euros.

Il existe des critères d'éligibilité du jumelage au Maroc. On peut les énumérer comme suit :

- La cohérence avec les priorités du Maroc et lien direct avec la mise en œuvre des actions prioritaires de la feuille de route du Statut Avancé ;
- Le travail systématique sur la convergence ;
- La cohérence avec les lignes d'actions et les priorités identifiées dans le cadre de l'activité des Sous- Comités techniques ;
- La cohérence avec d'autres activités en cours ou prévues dans le cadre d'autres projets de coopération financés par l'UE et/ou d'autres bailleurs de fonds.

B/ L'Assistance technique :

⁵² Cyril Dewaleyne, Chargé de Programmes, Délégation de l'Union européenne au Maroc « Modalités de financement de la convergence réglementaire », Rabat le 22 juin 2010,. www.ires.ma/sites/default/files/rencontresetdebats/pdf_txt-dewaleyne.pdf

L'assistance technique, privée de court et long terme, s'appuie sur :

- Les études,
- La formation,
- La participation à des séminaires,
- L'organisation de conférences,
- Les visites d'études de fonctionnaires marocains dans les administrations des Etats Membres de l'UE.

TAIEX « Instrument d'assistance technique et d'échange d'informations » :

Cet instrument est complémentaire aux jumelages institutionnels et à l'assistance technique, il se caractérise par :

- La réactivité, à travers des procédures simples permettant de répondre en 5 à 6 semaines à un besoin,
- Le court terme sachant que la durée d'intervention est d'un jour à 5 jours au maximum,
- Trois formes d'assistance sous forme de missions d'experts, de séminaires, et de visites d'études.

A ce jour plus de 62 actions TAIEX ont été réalisées au Maroc.

Instrument TAIEX spécifique «TAIEX Assessment mission» :

L'instrument d'analyse de l'écart législatif et réglementaire entre la législation du pays bénéficiaire et l'Acquis de l'Union s'effectue à travers des revues par les pairs et des recommandations d'experts des Etats Membres dans les domaines de compétence spécifique à l'initiative du pays bénéficiaire. C'est la politique européenne de voisinage qui a offert la possibilité aux pays concernés de bénéficier d'une assistance technique à court terme dans le cadre du programme TAIEX.

Cet instrument a été mis à disposition du Maroc depuis 2009, en plus de trois actions qui ont été formulées pour les marchés publics, les normes et la réglementation technique ainsi que les services financiers.

Instrument SIGMA

L'instrument du soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion est une action conjointe de l'UE et de l'OCDE, il se caractérise par :

- l'évaluation des progrès de réformes et l'identification de priorités sur la base de bonnes pratiques au sein de l'UE et de l'Acquis de l'Union,
- l'appui au renforcement de capacités institutionnelles et à la mise en place de cadres législatifs et de procédures, en vue de converger vers les standards et bonnes pratiques européennes,
- le soutien à l'UE et autres bailleurs de fonds en facilitant l'identification et la formulation de projets et la mise en œuvre de plans d'action.

Au Maroc, plus de 12 actions ont été réalisées dans ce cadre.

Ces instruments ont permis d'amorcer le rapprochement réglementaire entre le Maroc et l'UE dans plusieurs secteurs prépondérants, mais le processus de convergence réglementaire est loin d'être achevé.

Conclusion

La coopération entre le Maroc et l'UE est à la fois profonde et dense. Ces deux acteurs géopolitiquement liés, se trouvent actuellement dans une ère partenariale très poussée. En vue de mettre en œuvre le Statut avancé et de réaliser ses objectifs, la convergence règlementaire constitue, sans aucun doute, la clef de voûte de toute intégration du Maroc au sein de l'espace économique européen.

Les instruments fournis pour réussir le Statut Avancé sont susceptibles d'aider le Maroc à mieux se positionner parmi les pays du voisinage sud de l'UE et du continent africain, grâce à l'adoption de standards de hauts niveaux (en l'occurrence ceux de l'UE) et la mise en œuvre des réformes sectorielles, structurelles et d'infrastructure prévues par la politique économique du Maroc.

Le repositionnement en tant que locomotive de la région est d'autant plus envisageable du fait que le Maroc est le premier pays bénéficiaire de la PEV, notamment en termes de fonds décaissés. La convergence réglementaire graduelle vers l'acquis communautaire constituera indéniablement un tremplin à même de démarquer le Maroc de ses concurrents.

Néanmoins, la mise en œuvre du Plan National de Convergence Réglementaire préconisé par le programme « Réussir le Statut Avancé », engendrera des coûts supplémentaires pour l'entreprise, le citoyen et l'administration. Par ailleurs, il semble urgent de trouver une solution au récent gel diplomatique entre le Maroc et l'UE, marqué d'une part, par l'Arrêt de la Cour Européenne de Justice de décembre 2015, au sujet de la suspension de l'Accord agricole et de pêche et d'autre part, par la réaction marocaine consistant s'abstenir de tout contact avec l'UE.

En outre, de nombreux efforts sont à fournir pour permettre l'intégration effective de l'économie marocaine au marché intérieur européen. En effet, le repositionnement du Maroc en tant que leader régional est possible à condition de relever les défis de compétitivité et de concurrence européenne.

Références :

Documents officiels

- Document conjoint sur le statut avancé, octobre 2008
- Plan d'action pour la mise en œuvre du Statut Avancé (2013-2017)
- Annexe II de la convention de financement n° 2011/22778, dispositions techniques et administratives du Programme Réussir le Statut Avancé.

Revues

- « L'UE à l'épreuve du partenariat oriental : perspectives sur le sommet de Vilnius », Florent Parmentier Policy Paper N 103, Notre europe-Institut Jacques Delors, Novembre 2013.
- « Le Statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la Méditerranée », Driss Khrouz, Groupement d'études et de recherche sur la méditerranée, l'annuaire de la méditerranée, 2009
- « Statut avancé : Plus que l'association, moins que l'adhésion » Politique Européenne de Voisinage, Revue Banque, N 730-731, décembre 2010.
- Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes « sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe : les cas du Maroc et de la Tunisie », Par M. Simon Sutour, Mme Bernadette Bourzai M. Jean-François Humbert et Mme Catherine Morin-Desailly, Sénat le 24 octobre 2013.
- « Comment faire avancer le Statut Avancé UE-Maroc ? » Larabi Jaidi et Ivan Martin, Documents IEMed

Etudes

- « Etude sur le statut avancé », Jérôme Cassiers conseiller de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc, Institut Royal des Etudes Stratégiques, le 22 juin 2010
- « La reprise progressive et séquencée de l'acquis communautaire dans le cadre du statut avancé Maroc-Union européenne », Rapport qui s'inscrit dans le cadre du programme d'études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé » IRES, septembre 2012.
- « Quelle nouvelle vision du partenariat Maroc-UE à l'aune des changements dans le voisinage sud? », conférence-Débat IRES, le 10 février 2014. http://www.ires.ma/sites/default/files/pjanalyses/ires_conference
- Séminaire européen, Partenariat transatlantique et convergence réglementaire : Décryptage des enjeux, 05 Décembre 2014-Paris.

Publications de l'UE

- JOCE, C. 306 du 17 décembre 2007
- Accord d'association Maroc-Union Européenne, JOCE L. 70 du 18 mars 2000.
- COM/2004/0373 « Politique Européenne de Voisinage – Document d'orientation »
- COM (2003) 104 de mars 2003
- COM (2006) 726, relative au renforcement de la PEV.

Dictionnaire

- <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988>
- G.CORNU, vocabulaire juridique, 8ème édition, op cité, spéc P712.
- <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme.php?id=18>
- http://eur-lex.europa.eu/summary/chapter/internal_market.html
- <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/politiques-communautaires/qu-est-ce-que-marche-interieur.html>
- Glossaire interactif des termes de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice mise en ligne : 10 07 2008 http://www.eu-logos.org/elogos_eulogopeadia.php?idr=8&idnl=&nea=133&lang=fra&term=4

Articles

- Laurence Dumoulin, Sabine Saurugger « Policy Transfer Studies : Analyse critique et perspectives » In Critique internationale, 48, 2010,
- Laurence Dumoulin, Sabine Saurugger « Policy Transfer Studies : Analyse critique et perspectives » In Critique internationale, 48, 2010, p.9-24.
- Entretien avec Bichara Khader, professeur à l'Université Catholique de Louvain, Il faut sortir d'une « relation paternaliste » Propos recueillis par Manon Malhère, le lundi 4 avril 2011.

Webographie

http://eeas.europa.eu/delegations/morocco/eu_morocco/political_relations/index_fr.htm

-

- http://eeas.europa.eu/delegations/morocco/documents/news/20140210_questions-reponses_aleca_ue-maroc_07_02_2014_fr.pdf
- <http://missionmaroc.eu/relations-maroc-ue/politique-europeenne-de-voisinage-pev/>
- <http://www.touteleurope.eu/les-politiques-europeennes/politique-de-voisinage.html>
- <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988>
- Lexique de l'Aménagement du Territoire Européen <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeleterme.php?id=13>
- <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988>
- http://www.ires.ma/sites/default/files/pj-analyses/ires_conference_speech.pdf?access=1
- http://eeas.europa.eu/delegations/morocco/documents/news/comdepresee_20141105_fr.pdf
- <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0052-la-politique-de-la-concurrence-dans-l-union-europeenne>

